



L'impact de COVID-19 sur les réfugiés et les migrants en mouvement en Afrique du Nord et de l'Ouest



MMC Rapport, Février 2021



Projet financé par l'Union européenne



Dans le cadre du Programme
de Soutien au Dialogue
Afrique-UE sur la Migration
et la Mobilité (MMD)

Projet mis en œuvre par l'ICMPD



Crédit photo de la couverture :

© UNHCR / Caroline Gluck. Libye, 01 décembre 2020.

Une réfugiée reçoit de l'aide, crée sa propre entreprise et emploie d'autres femmes.

Remerciements

Auteur : Julia Litzkow.

Révisé par : Ayla Bonfiglio, Aurelia Donnard, Roberto Forin.

Mise en page et design : Simon Pegler.

Citation suggérée : Mixed Migration Centre (2021) *L'impact de COVID-19 sur les réfugiés et les migrants en déplacement en Afrique du Nord et de l'Ouest*. Disponible sur : www.mixedmigration.org

Le MMC (Mixed Migration Centre – Centre sur la Migration Mixte) est un réseau mondial composé de six centres régionaux et d'une unité centrale à Genève qui s'occupe de la collecte de données, de la recherche, de l'analyse et de l'élaboration de politiques sur la migration mixte. Le MMC est une source majeure de collecte et de diffusion de données, de recherches, d'analyses et d'expertises indépendantes et de haute qualité sur les migrations mixtes. Le MMC vise à : mieux comprendre les migrations mixtes ; avoir un impact positif sur les politiques migratoires mondiales et régionales ; fournir des réponses de protection fondées sur des données pour les personnes en déplacement ; et stimuler une réflexion novatrice dans les débats publics et politiques sur les migrations mixtes. Le MMC met l'accent sur les droits de l'Homme et la protection de toutes les personnes en déplacement. Le MMC fait partie du Conseil danois pour les Réfugiés (DRC) et est régi par ce dernier. Bien que son lien institutionnel avec le DRC garantisse que le travail du MMC soit ancré dans la réalité opérationnelle, il agit comme une source indépendante de données, de recherche, d'analyse et de développement de politiques sur la migration mixte pour les décideurs politiques, les praticiens, les journalistes et le secteur humanitaire dans son ensemble. La position du MMC ne reflète pas nécessairement la position du DRC.

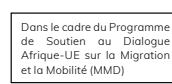
Les informations et les opinions présentées dans ce rapport sont celles du Centre sur la Migration Mixte et ne reflètent pas nécessairement l'opinion officielle du Conseil danois pour les Réfugiés ou de l'un des donateurs qui soutiennent le travail du MMC ou ce rapport. Le contenu de ce rapport relève entièrement de la responsabilité du MMC.

Ce rapport a été préparé pour le Dialogue Euro-Africain sur la Migration et le Développement (Processus de Rabat) et le Centre International pour le Développement des Politiques Migratoires (ICMPD) dans le cadre du partenariat entre le MMC et l'ICMPD, pour favoriser des politiques et des programmes de migration efficaces et durables. Il a été financé par l'UE dans le cadre du projet « Soutien au Dialogue Afrique-UE sur la migration et la mobilité (MMD) ».

Pour plus d'informations sur le MMC, visitez notre site web : www.mixedmigration.org



Projet financé par l'Union européenne



Projet mis en œuvre par l'ICMPD



Contents

À propos de ce rapport	05
Introduction	05
Principales conclusions	07
1. Contexte et tendances	08
2. Impact de COVID-19 sur les aspirations et les capacités des pays d'origine	09
Aspirations	09
Capacités	11
3. L'immobilité involontaire des personnes en mouvement	13
Bloqué entre des frontières fermées	13
Perte de ressources financières entravant la poursuite du parcours migratoire	15
Une immobilité pleine de risques	15
4. Impact de COVID-19 sur la dynamique du trafic des migrants	16
Les passeurs sont de plus en plus nécessaires mais plus difficiles d'accès	16
Dépendance accrue à l'égard des passeurs, entraînant des risques plus importants	17
5. Conclusions et voie à suivre	19
L'avenir	19

Liste des figures

Figure 1 : impact de covid-19 sur la décision de migrer	10
Figure 2 : impact de covid-19 sur les leviers de la migration	10
Figure 3 : impact de covid-19 sur le parcours migratoire	11
Figure 4 : impact de covid-19 sur les parcours migratoires en Afrique du Nord	14
Figure 5 : impact de covid-19 sur les parcours migratoires en Afrique de l'Ouest	14
Figure 6 : impact de covid-19 sur l'accès aux passeurs	17

À propos de ce rapport

Ce rapport est le premier d'une série de quatre documents que le Centre de migration mixte (MMC) publiera en 2021 dans le cadre de sa collaboration avec le Centre international pour le développement des politiques migratoires (ICMPD) dans le cadre du Processus de Rabat. Ce travail s'inscrit dans l'objectif stratégique du MMC de contribuer à des politiques et des débats sur les migrations fondées sur des données probantes.

Introduction

La mobilité vers et à travers l'Afrique du Nord et de l'Ouest comprend des mouvements temporaires, circulaires et plus permanents, motivés par une combinaison de facteurs, y compris, mais sans s'y limiter, les possibilités de travail saisonnier, les raisons personnelles ou familiales, la recherche de meilleures conditions de vie et, dans des cas plus extrêmes, la violence et les conflits. Les pays d'Afrique du Nord sont historiquement des destinations pour les réfugiés et les migrants subsahariens et nord-africains, et ils se trouvent à l'intersection d'un certain nombre de routes migratoires mixtes, y compris les routes de la Méditerranée occidentale, centrale et orientale. L'Afrique de l'Ouest est une région où la culture de la migration existe depuis longtemps et est liée à des normes positives en matière de migration, permettant la mobilité socio-économique. Dans certains pays, cette culture de la migration est liée à des déplacements forcés chroniques déclenchés par des conflits et des crises humanitaires. Si la majorité des mouvements en Afrique de l'Ouest sont intra régionaux, certains réfugiés et migrants ayant des aspirations et des capacités

accrues se rendent plus loin en Afrique du Nord et dans d'autres parties du continent, et une minorité se dirige vers l'Europe.

Lorsque la pandémie COVID-19 s'est répandue dans le monde entier au cours des premiers mois de 2020, les pays d'Afrique de l'Ouest et du Nord ont mis en œuvre diverses mesures pour limiter la propagation du virus, telles que la fermeture des frontières entre les pays et le confinement partiel ou total à l'intérieur des pays. Ces restrictions de mobilité, ainsi que l'impact socio-économique de la crise COVID-19, ont considérablement impacté les besoins, les aspirations et les capacités des réfugiés et des migrants à migrer à l'intérieur et à l'extérieur des deux régions. COVID-19 a multiplié les risques pour les personnes en mouvement, beaucoup se retrouvant bloquées dans des situations précaires, et d'autres faisant face à des difficultés dans la poursuite de leurs voyages qui sont devenus plus coûteux et incertains et dépendent de plus en plus des passeurs.

Afin de mieux comprendre l'impact de COVID-19 sur les personnes en mouvement, le MMC a ajusté son programme phare de collecte de données, l'initiative 4Mi (Mixed Migration Monitoring Mechanism), en mars 2020 et a depuis lors mené deux phases distinctes de collecte de données à distance : la première entre avril et juillet 2020 pour saisir l'impact immédiat de la crise de santé publique sur la vie des réfugiés et des migrants ; la seconde entre juillet et la fin de l'année 2020, pour examiner plus l'impact à moyen et long terme de la pandémie sur les dynamiques migratoires mixtes. Entre le 2 juillet et le 30 novembre, le MMC a mené 6 108 entretiens 4Mi : 2 737 en Afrique de l'Ouest (1 019 au Mali, 882 au Niger, 836 au Burkina Faso) et 3 371 en Afrique du Nord (1 726 en Tunisie, 1 465 en Libye, 180 au Soudan). L'analyse des 4Mi dans les sections suivantes est basée sur cet ensemble de données, sauf indication contraire.

Ce document offre un aperçu et une analyse experte des tendances migratoires mixtes qui ont émergé au cours de l'année 2020 en Afrique du Nord et de l'Ouest, en se basant sur la littérature existante et les données primaires uniques du MMC sur les personnes en mouvement. L'objectif de ce document est de sensibiliser et de renforcer la compréhension des décideurs politiques sur les défis et les risques auxquels les réfugiés et les migrants sont confrontés depuis le début de la pandémie COVID-19 en Afrique du Nord et de l'Ouest, ainsi que de

promouvoir des politiques et des débats basés sur des données avec, au centre, les droits humains et la « voix » des réfugiés et des migrants.

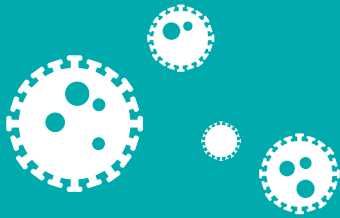
Le document offre d'abord un aperçu des chiffres existants sur les mouvements en Afrique du Nord et de l'Ouest et le long des routes de la Méditerranée centrale et occidentale, et poursuit avec une analyse 1) de l'impact de COVID-19 sur les aspirations et les capacités des réfugiés et des migrants à quitter leur pays d'origine, 2)

de la situation de ceux qui sont restés bloqués pendant leur voyage migratoire et 3) de l'impact de COVID-19 sur la dynamique liée au trafic des êtres humains. Il se termine par une brève exploration des perspectives de la migration mixte, afin de mettre en évidence les implications politiques pour la protection des personnes en mouvement. Ces implications politiques resteront pertinentes à moyen et long terme. Ce document présente des chiffres sur l'impact de COVID-19 sur les facteurs de migration, les parcours migratoires et l'accès aux passeurs.

Principales conclusions



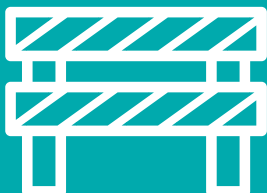
Les départs en mer des Nord-africains vers l'Europe ont augmenté, car beaucoup d'entre eux cherchent des opportunités de travail à l'étranger, tandis que les départs en mer des Africains subsahariens vers l'Europe ont connu un déclin relatif, car leurs ressources limitées ont diminué.



L'impact à court terme de COVID-19 a déjà entraîné une augmentation des aspirations à migrer et une diminution des capacités à le faire.



L'immobilité involontaire est un risque majeur pour de nombreux réfugiés et migrants dans les pays de transit et de destination, en raison de la fermeture des frontières, de l'épuisement de leurs ressources et de leurs craintes d'être arrêté, déporté ou victime de violences xénophobes.



Les passages de frontières devenant plus difficiles, les personnes en mouvement peuvent être plus dépendantes des passeurs, ce qui les rend vulnérables à des risques supplémentaires.

1. Contexte et tendances

En Afrique du Nord, la fermeture de la plupart des points de passage frontaliers entre avril et juin 2020¹ a considérablement entravé la mobilité dans la région. En Libye, l'OIM a signalé une diminution du nombre estimé de réfugiés et de migrants (ce qui inclut les réfugiés présents dans le pays depuis le début de la pandémie COVID-19) de 625 638² identifiés entre mars et avril 2020, à 574 146³ en septembre et octobre. En outre, l'OIM estime qu'environ 80 000⁴ migrants ont quitté la Libye pour les pays voisins, probablement en raison des restrictions de mobilité continues et la perturbation des moyens de subsistance liée à la pandémie COVID-19 dans le pays.

De nombreuses restrictions liées à COVID-19 restent en place tout au long de l'année 2020, le nombre **total d'arrivées en Europe par les routes méditerranéennes a diminué⁵ par rapport à l'année précédente**. Cela dit, il existe de grandes variations entre les itinéraires, les traversées vers l'Italie par la route de la Méditerranée centrale se poursuivant et même augmentant⁶ en 2020 par rapport à l'année précédente, dont le plus grand nombre d'arrivées tunisiennes enregistrées au cours des neuf dernières années.⁷ Les données disponibles du HCR jusqu'en octobre 2020 montrent que **la Tunisie a dépassé la Libye comme principal point d'embarquement vers l'Italie⁸** - avec non seulement des ressortissants tunisiens effectuant la traversée, mais aussi des ivoiriens,⁹ dont beaucoup avaient perdu leur emploi en Tunisie. Sur la route de la Méditerranée occidentale vers l'Espagne, le mouvement a d'abord diminué par rapport aux chiffres observés en 2019¹⁰ - puis a repris¹¹ entre août et novembre (voir le mouvement croissant le long de la route des îles Canaries ci-dessous), avec dans l'ensemble un nombre élevé d'arrivées algériennes.¹² Des considérations tant politiques qu'économiques,¹³ exacerbées par la pandémie actuelle, sont probablement à l'origine de l'augmentation des traversées de la Méditerranée par les ressortissants nord-africains.

En Afrique de l'Ouest, à partir de mars 2020, les restrictions de mobilité liées à COVID-19¹⁴ ont commencé à ralentir les mouvements régionaux. Cette tendance semble toutefois avoir changé avec une augmentation relative des mouvements d'avril à septembre¹⁵ - avec quelques fluctuations à partir de **juillet "indiquant un retour à une mobilité régulière dans la région"**.¹⁶ Les premiers effets des mesures visant à ralentir la propagation du virus, telles que la fermeture des frontières, ont également provoqué l'immobilisation de nombreuses personnes dans la région, jusqu'à **50 000¹⁷ à la fin juin, dont des réfugiés et des migrants bloqués aux frontières, dans des centres de quarantaine et de transit**. En outre, une tendance à l'augmentation des mouvements le long de la **route ouest-africaine vers les îles Canaries est** ¹⁸apparue en 2020, les données recueillies par les autorités espagnoles et l'OIM indiquant que **17 337 personnes ont atteint les îles Canaries entre janvier et la mi-novembre 2020, contre 2 698 personnes en 2019**.

Une tendance clé observée globalement, est **l'augmentation des traversées de la Méditerranée à partir de l'Afrique du Nord et un déclin relatif à partir de l'Afrique subsaharienne**. La section suivante cherche à éclaircir ce point, en s'appuyant sur les données 4Mi du MMC¹⁹ pour examiner l'impact de COVID-19 sur les moyens de subsistance des populations et, par conséquent, sur la mobilité : **Les personnes économiquement plus vulnérables - principalement d'Afrique subsaharienne - sont devenues restreintes dans leur mobilité, tandis que celles disposant d'un niveau minimum de ressources - principalement d'Afrique du Nord - ont cherché des moyens de subsistance à l'étranger**.

1 Centre de migration mixte (MMC) (2020) [Mise à jour trimestrielle sur la migration mixte, T2 2020 : Afrique du Nord](#).

2 OIM (2020) [Rapport sur les migrants en Libye - juillet-août 2020](#).

3 OIM (2020) [Rapport sur les migrants en Libye - septembre-octobre 2020](#).

4 Ibid.

5 OIM (2020) [Migrants disparus : Suivi des décès le long des routes migratoires](#).

6 Ibid.

7 Foroudi, L. (2020) [Les retombées de COVID-19 poussent les Tunisiens vers l'Italie malgré les déportations](#). Le nouvel humanitaire.

8 HCR (2020) [Tableau de bord des arrivées en mer en Italie - octobre 2020](#).

9 Barigazzi, J. (2020) [La hausse de l'immigration clandestine en provenance de Tunisie inquiète Rome](#). Politico.

10 OIM (2020) [Migrants disparus : Suivi des décès le long des routes migratoires](#).

11 Ibid.

12 HCR (2020) [Portail opérationnel : Situations de réfugiés - Méditerranée](#).

13 MMC (2020) [Mixed Migration Review 2020](#).

14 OIM (2020) [COVID-19 tendances de la mobilité janvier-septembre Afrique de l'Ouest et centrale](#).

15 Ibid.

16 Ibid.

17 OIM (2020) [Migration en Afrique de l'Ouest et du Nord et à travers la Méditerranée : Tendances, risques, développement et gouvernance](#).

18 MMC (2020) [Quarterly Mixed Migration Update Q1 2020 : Afrique de l'Ouest](#).

19 MMC (2020) [4Mi Foire aux questions](#).

2. Impact de COVID-19 sur les aspirations et les capacités des pays d'origine

La mobilité vers et à travers l'Afrique du Nord et de l'Ouest est motivée par une multitude de facteurs, notamment des raisons socio-économiques (travail saisonnier, raisons personnelles ou familiales, et/ou recherche de meilleures conditions de vie) et, dans certains cas, la violence, les conflits et l'absence de droits et de libertés. En général, la migration est le résultat d'une combinaison de l'aspiration d'une personne à se déplacer et de ses capacités à le faire.²⁰ Pour les réfugiés et les migrants qui ont commencé leur voyage après le début de la pandémie, la crise influence les facteurs clés qui motivent les gens à migrer ou qui limitent ou façonnent leurs parcours migratoires (par exemple, facteurs liés au marché du travail, à la stabilité politique et au renforcement des contrôles aux frontières, pour n'en citer que quelques-uns). La crise sanitaire affecte, donc, les aspirations et capacités.

Les données 4Mi présentées dans cette section sur l'impact de COVID-19 sur les aspirations et les capacités à migrer ne prendront en compte que les entretiens avec les personnes interrogées qui ont commencé leur voyage de migration après le 1er avril 2020, date à laquelle la pandémie s'est répandue dans le monde entier, déclenchant diverses mesures de santé publique et restrictions de mouvement. Entre juillet et octobre 2020, 4 932 entretiens 4Mi ont été réalisés en Afrique du Nord et de l'Ouest : 2 745 en Afrique du Nord et 2 187 en Afrique de l'Ouest. En Afrique du Nord, environ 10 % (238) des personnes interrogées ont quitté leur pays d'origine après le mois d'avril, en Afrique de l'Ouest, ce chiffre est d'environ 35 % (1 185). Pour l'analyse, nous nous intéressons à deux groupes : Les Ouest-Africains interrogés en Afrique de l'Ouest (n=1 185) et les Ouest-Africains interrogés en Afrique du Nord (n=172).

Aspirations

“ Mon entreprise ne fonctionne plus avec cette pandémie, j'ai perdu mon capital, j'ai tout perdu. J'ai donc décidé d'aller voir ailleurs en espérant avoir une meilleure chance. ”

Un Tchadien de 24 ans interviewé au Niger

Les aspirations s'alignent sur les conceptions des réfugiés et des migrants de la "bonne vie" et sur ce qu'ils désirent pour leur avenir.²¹ Bien que nous ne disposions pas de données 4Mi sur les espoirs des répondants en matière de mobilité pour leur avenir ou sur la manière dont la pandémie a pu les affecter, nous disposons d'informations sur l'impact de COVID-19 sur leurs décisions de migration.

À la question de savoir si le coronavirus a été un facteur dans leur décision de quitter leur pays d'origine, environ un tiers des Ouest-Africains interrogés en Afrique de l'Ouest et du Nord ont répondu par l'affirmative, ce qui montre que la pandémie est **devenue un levier de la migration** parmi notre échantillon de réfugiés et de migrants (figure 1). En examinant de plus près le type d'impact de la pandémie sur les leviers de la migration, 30 % des personnes interrogées en Afrique de l'Ouest et 24 % en Afrique du Nord ont indiqué que **l'impact était principalement lié à des facteurs économiques** (figure 2). Étant donné que nous n'en sommes qu'au début de l'impact négatif prévu de COVID-19 sur les économies d'Afrique de l'Ouest²², le fait qu'après seulement quelques mois de crise un tiers des répondants ont déclaré que la situation avait influencé leur décision de partir, a des implications clés pour l'élaboration des politiques.

20 Carling, J., Schewel, K. (2017) [Revoir les aspirations et les capacités en matière de migration internationale](#). Journal of Ethnic and Migration Studies.

21 Bakewell, O., Bonfiglio, A. (2010) [Au-delà du conflit : Recadrer la mobilité dans la région des Grands Lacs africains](#). Document de travail de l'Institut international des migrations : Oxford.

22 Groupe de la Banque africaine de développement (2020) [West Africa economic outlook 2020 - coping with the COVID-19 pandemic](#). Voir également Gondwe, G. (2020) [Assessing the impact of COVID-19 on Africa's economic development](#). UNCTAD.

Figure 1 : Impact de COVID-19 sur la décision de migrer

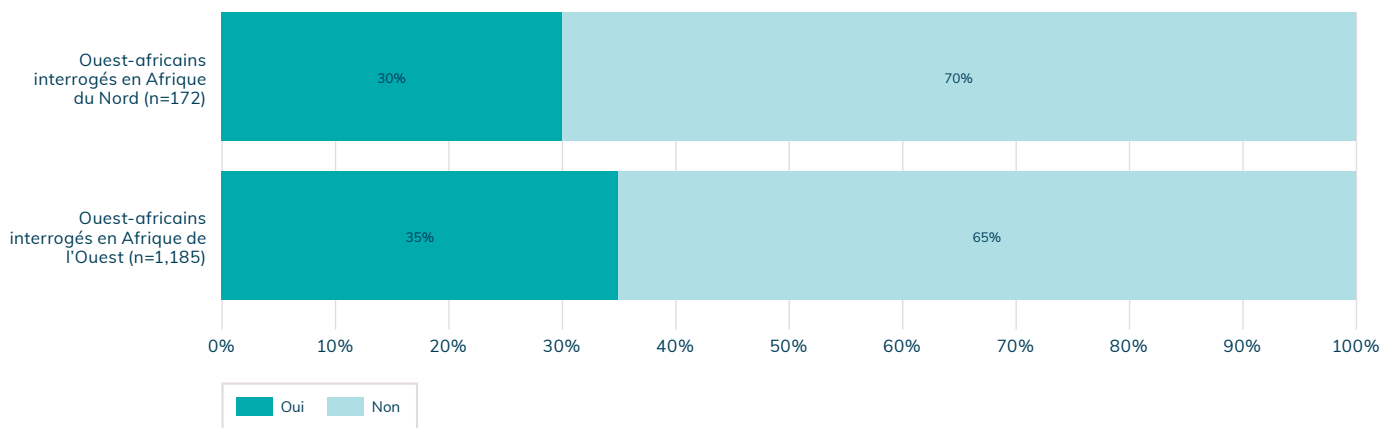
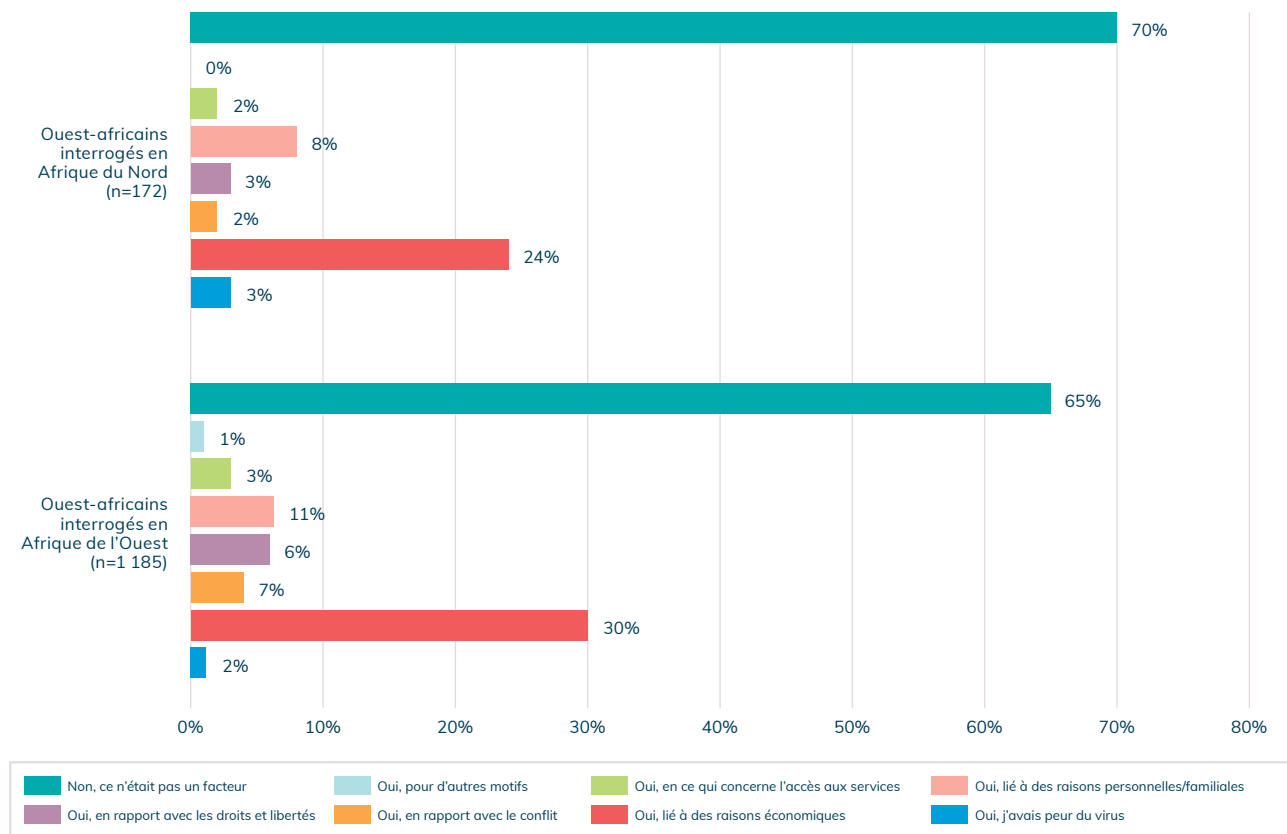


Figure 2 : Impact de COVID-19 sur les leviers de la migration



Capacités

“ Oui, j'ai l'habitude de migrer, mais cela n'a jamais été aussi difficile que cette période de Covid-19. Nous avons quitté la maison pour avoir un revenu, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. Nous avons été volés et une fois ici, nous n'avons pas eu accès au travail, c'est difficile. ”

Un homme de 28 ans du Mali interviewé au Niger

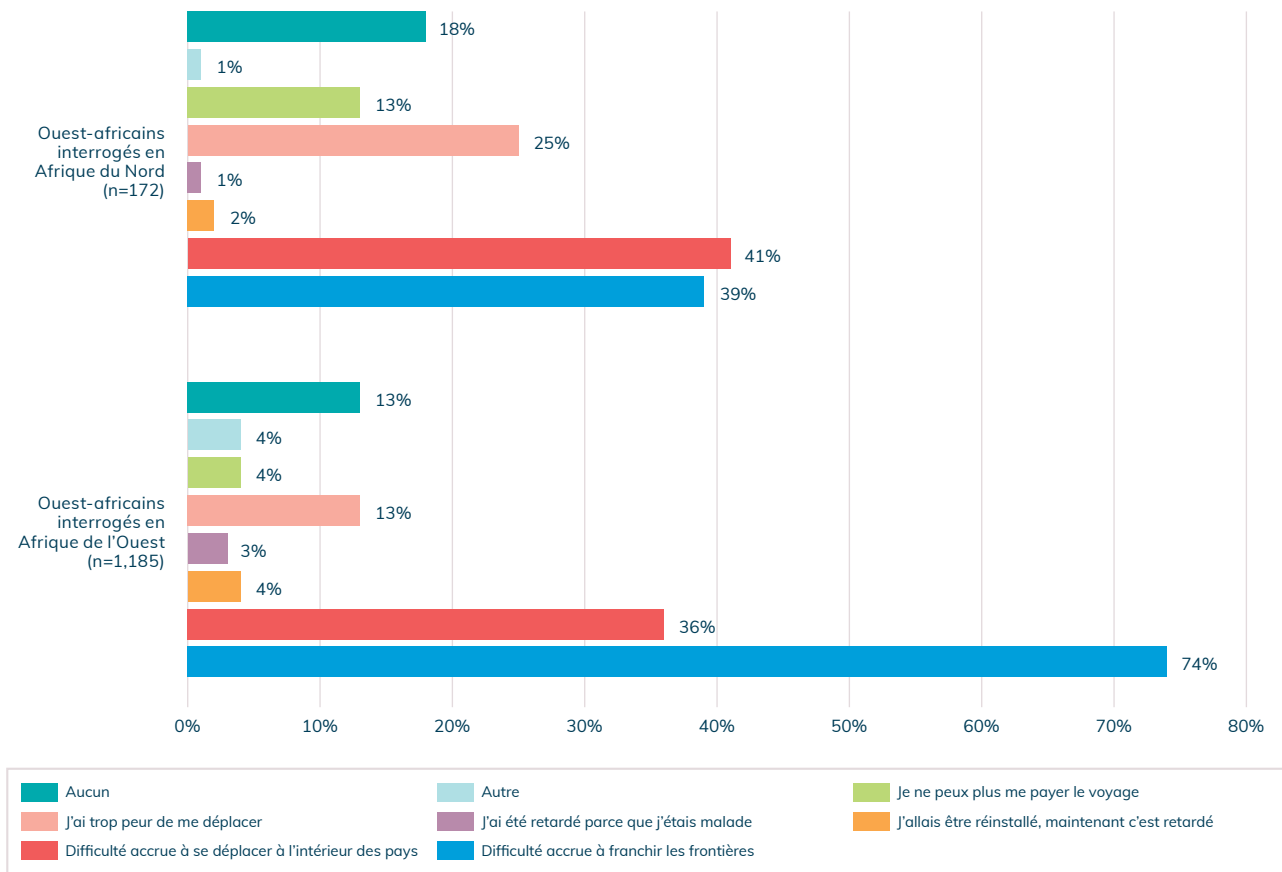
Les capacités représentent ce que les gens sont capables de faire et sont liées aux ressources ou à la situation professionnelle des personnes ainsi qu'aux opportunités et aux contraintes auxquelles elles sont confrontées, comme la fermeture des frontières et la perte des moyens de subsistance.

Dans cette optique, les données de 4Mi saisissent ce que les personnes en mouvement mentionnent comme obstacles à leur mobilité. Pour ceux qui ont quitté leur pays d'origine après le 1er avril 2020, les obstacles à la mobilité, tels que les difficultés à franchir les frontières et à se déplacer à l'intérieur des pays, ont sans doute

déjà affecté leur capacité à sortir de leur pays d'origine, bien qu'ils puissent rencontrer de nouvelles contraintes en cours de route. Cette hypothèse est corroborée par l'évaluation des frontières réalisée par la Matrice de suivi des déplacements (DTM) de l'OIM en mai 2020, couvrant 620 points d'entrée (PdE) et points de transit interne (PTI) dans la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Cette évaluation a révélé - pour les PdE et PTI pour lesquels des informations étaient disponibles - que près de la moitié étaient fermés à la fois pour l'entrée et la sortie.²³

Les réfugiés et migrants ouest-africains interrogés par 4Mi qui ont quitté leur pays d'origine après le déclenchement de la pandémie COVID-19, ont déclaré que COVID-19 avait affecté leur mobilité (Figure 3) : 74% des répondants ouest-africains interrogés en Afrique de l'Ouest et 39% des répondants ouest-africains interrogés en Afrique du Nord, ont cité une plus grande difficulté à franchir les frontières comme l'obstacle majeur à leur mobilité, suivie d'une plus grande difficulté à se déplacer à l'intérieur des pays. Un informateur clé à Gao, au Mali, a noté "[...] il faut reconnaître qu'ils [les migrants] ont des difficultés aujourd'hui, car pour traverser les frontières et souvent même pour circuler à l'intérieur d'un pays, il faut beaucoup d'argent [...]".

Figure 3 : Impact de COVID-19 sur le parcours migratoire



23 OIM (2020) [COVID-19 Rapport sur l'impact sur la mobilité Mai 2020 Afrique de l'Ouest et du Centre](#).

Les fermetures et les restrictions aux frontières ne sont pas le seul facteur limitant la mobilité des personnes en raison de la pandémie. Bien qu'elle varie d'un pays à l'autre et selon la destination, la migration représente souvent un investissement financier important pour les personnes et les familles concernées.²⁴ Face à l'éclatement d'une crise économique, à la perte de nombreuses possibilités de subsistance (notamment mais pas uniquement dans le secteur informel) et à la réduction des fonds transférés par la diaspora,²⁵ de nombreux individus et ménages, en particulier les plus pauvres et les plus vulnérables, peuvent tout simplement manquer des ressources financières nécessaires pour commencer ou poursuivre leur voyage.

24 MMC (2020) [4Mi snapshot : Coût et durée du voyage de migration - Afrique de l'Ouest](#).

25 Adhikari, S. (2020) [COVID-19 réduit les envois de fonds nationaux en Afrique : Qu'est-ce que cela signifie pour les ménages pauvres ?](#) Blogs de la Banque mondiale.

3. L'immobilité involontaire des personnes en mouvement

“ Oui, nous sommes très anxieux et stressés à cause de cette maladie que nous craignons vraiment. Pas de voyage, pas d'activité génératrice de revenus, même l'argent pour le voyage est fini ”.

Une femme tchadienne de 35 ans interviewée au Niger

L'immobilité involontaire est un problème qui touche également les personnes déjà en mouvement, tant dans les pays de transit que dans les pays de destination. Avec l'apparition de la crise de santé publique, de nombreuses personnes en mouvement à travers l'Afrique du Nord et de l'Ouest, y compris celles qui sont parties avant avril 2020, se sont retrouvées bloquées en transit à la fois aux frontières terrestres et maritimes, en raison d'une multitude de facteurs tels que la fermeture des frontières et la réduction de leurs ressources financières. Dans certains cas, les migrants de retour se sont retrouvés bloqués, en raison de la²⁶ suspension des programmes de retour volontaire ou de restrictions frontalières entravant leur voyage de retour.

Bloqué entre des frontières fermées

“ Oui, pendant mon voyage, j'ai rencontré des difficultés à cause de la dureté du voyage puisque les frontières sont fermées, je ne peux plus m'occuper de moi, car mes parents ne peuvent plus m'envoyer d'argent, ils n'ont plus accès au travail à cause de Covid-19 ”.

Une jeune Nigériane de 20 ans interviewée au Niger

Les données 4Mi des figures 4 et 5²⁷ montrent que, conformément aux diverses restrictions de mobilité mises en place pour contenir la propagation du coronavirus, y compris les confinements totaux ou partiels, la plupart des réfugiés et des migrants interrogés en Afrique du Nord et de l'Ouest entre juillet et novembre citent la difficulté

accrue à se déplacer entre les pays (40 % en Afrique du Nord et 75 % en Afrique de l'Ouest) et à l'intérieur des pays (53 % en Afrique du Nord et 34 % en Afrique de l'Ouest) comme étant l'impact le plus important sur leurs voyages migratoires. En Afrique du Nord, 17 % des personnes interrogées ont indiqué qu'elles ne pouvaient plus se permettre le voyage et 15 % ont déclaré qu'elles avaient trop peur de continuer leur mouvements (que ce soit pour aller plus loin ou rentrer chez elles).

“ Il n'y a pas de libre circulation en raison du COVID, notre statut de migrant, et nous sommes également confrontés à des arrestations policières incessantes. ”

Une Nigériane de 26 ans interrogée en Libye

Les entretiens avec les informateurs clés du MMC en Libye et en Tunisie suggèrent que la peur du mouvement est liée à la **peur de l'arrestation, de la détention, de la déportation et de la discrimination/harcèlement liée au fait que les réfugiés et les migrants sont perçus comme des vecteurs de COVID-19**. En Afrique de l'Ouest, 21 % des répondants ont indiqué qu'ils avaient trop peur pour continuer à se déplacer et 9 % ont déclaré qu'ils ne pouvaient pas se permettre de continuer leur mouvement.

“ Comme la pandémie a affecté mon projet, et que j'ai dépensé mes économies par manque de travail constant, j'ai décidé de rester ici beaucoup plus longtemps afin d'accumuler plus d'argent si la crise pandémique est réduite ”.

Un homme de 30 ans du Niger interviewé en Libye

En outre, à la question de savoir si les personnes interrogées avaient modifié leurs projets de migration à la suite de l'épidémie de coronavirus, un quart des personnes interrogées en Afrique du Nord ont déclaré avoir décidé de s'arrêter plus longtemps sur leur lieu d'entrevue ; c'est ce qu'ont noté 14 % des personnes interrogées en Afrique de l'Ouest. Selon un informateur clé à Niamey, au Niger, "il est clair que les itinéraires ont

26 OIM (2020) [COVID-19 impact sur les migrants bloqués](#).

27 À partir de cette partie de l'analyse, nous examinons les questions qui touchent toutes les personnes en mouvement, indépendamment de leur date de départ et de leur pays d'origine. L'analyse est basée sur toutes les données collectées entre le 2 juillet et le 30 novembre 2020 en Afrique de l'Ouest et en Afrique du Nord, comme indiqué dans l'encadré affiché sur une p.1.

souvent été modifiés afin de travailler et de gagner de l'argent avant de continuer - par exemple un migrant venant à Niamey pour travailler avant de poursuivre son

voyage via Agadez a dit que son itinéraire a été modifié mais que sa destination finale est restée la même".

Figure 4 : Impact de COVID-19 sur les voyages migratoires en Afrique du Nord

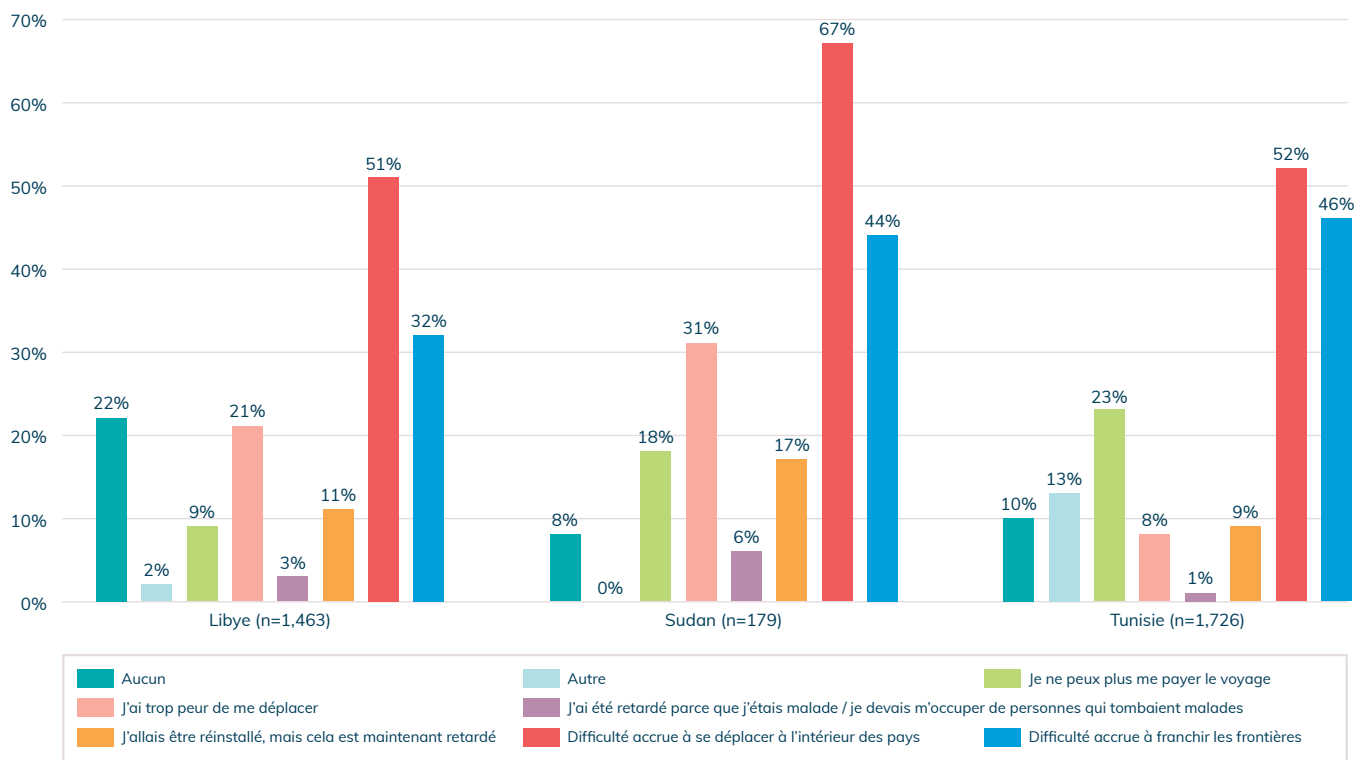
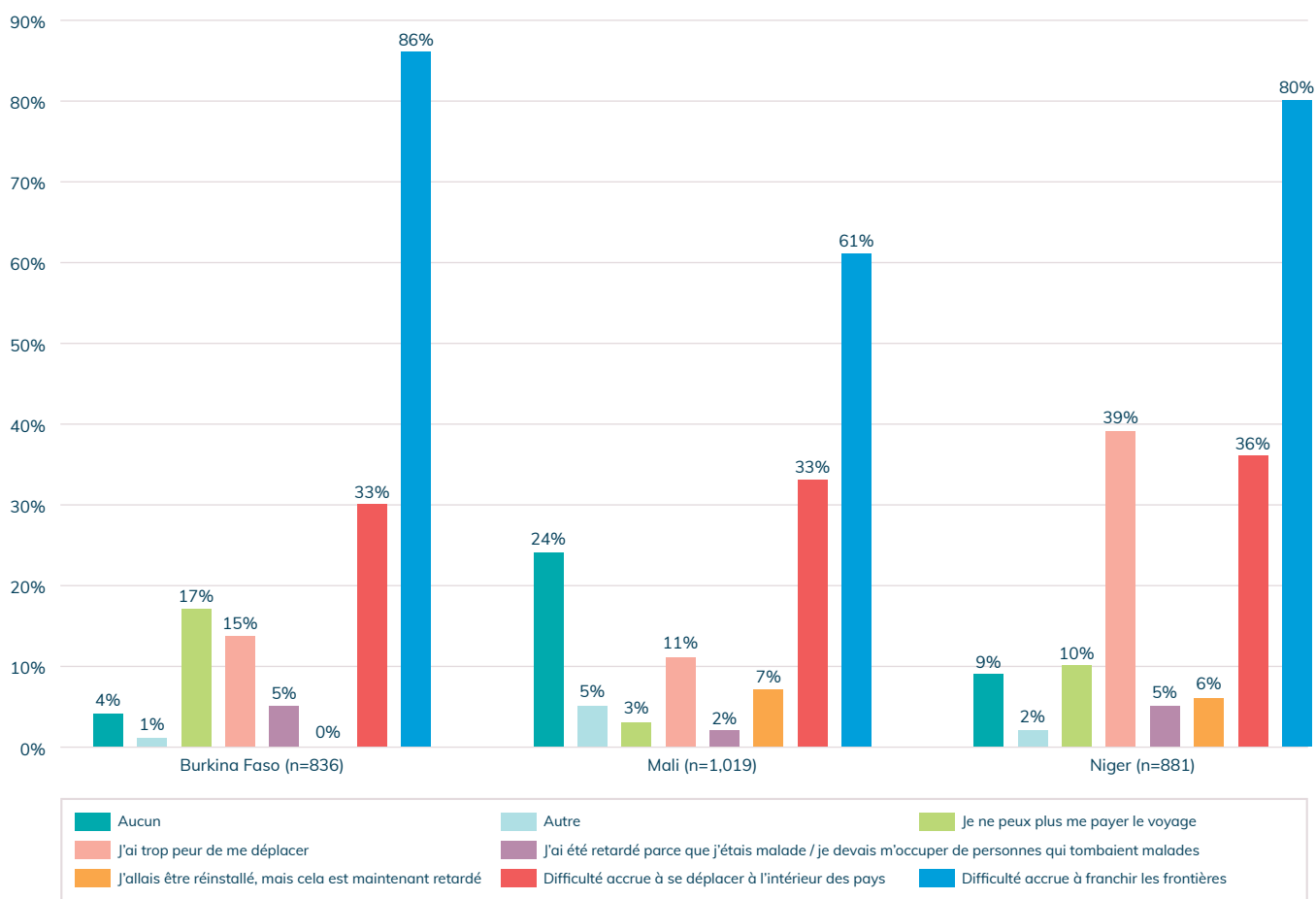


Figure 5 : Impact de COVID-19 sur les voyages migratoires en Afrique de l'Ouest



Perte de ressources financières entravant la poursuite du parcours migratoire

“ Nous avons utilisé toutes nos économies et nous avons perdu nos emplois, mais la situation s'améliore maintenant. Cependant, beaucoup de migrants ne sont toujours pas retournés au travail. Surtout avant [au début de la pandémie], beaucoup de migrants n'avaient pas d'argent, et certains ne pouvaient pas se permettre de manger”.

Femme malienne de 36 ans interviewée en Tunisie

L'enquête 4Mi met également en lumière la manière dont les impacts économiques de la pandémie façonnent les mouvements des réfugiés et des migrants, en entravant souvent leur progression. Plus de la moitié des personnes interrogées en Afrique du Nord (53 %) et un peu moins de la moitié en Afrique de l'Ouest (43 %) ont déclaré avoir perdu des ressources financières en raison des restrictions imposées par le coronavirus, notant à la fois la perte de travail (39 % en Afrique du Nord et 27 % en Afrique de l'Ouest) et la perte du soutien financier de la famille (14 % en Afrique du Nord et 16 % en Afrique de l'Ouest). Parmi les personnes interrogées qui ont déclaré avoir perdu des revenus, 21 % en Afrique du Nord ont déclaré que cela les empêchait de poursuivre leur voyage migratoire (24 % en Tunisie, 19 % en Libye). En Afrique de l'Ouest, 30 % des personnes interrogées qui ont déclaré avoir perdu des revenus ont révélé que cela avait eu un impact négatif sur la poursuite de leur voyage (49 % au Burkina Faso, 13 % au Mali, 27 % au Niger).

“ Oui, le coronavirus a été un obstacle pour mon voyage, je me sens frustré de ne pas pouvoir continuer mon voyage. J'ai dépensé mon argent avant de partir pour ma destination et ici, à N'guigmi, la situation devient plus grave.”

Un Béninois de 28 ans interviewé au Niger

Une immobilité pleine de risques

“ Je suis arrivé ici juste pour la traversée mais cette crise a bouleversé tous mes projets et j'ai perdu tout mon argent pour le voyage, j'essaie juste de me remettre de cette situation en ce moment. Je prie seulement parce que si jamais nous nous retrouvons à nouveau confinés à cause de cette pandémie, je ne tiendrai pas le coup et je finirai dans les rues.”

Un Camerounais de 22 ans interviewé en Tunisie

Dans les cas extrêmes, la perte des moyens de subsistance et l'immobilité prolongée créent un **cycle d'auto-renforcement**, car les réfugiés et les migrants se tournent vers des mécanismes d'adaptation négatifs, tels que l'exercice d'un travail dangereux ou l'emprunt d'argent auprès de prêteurs risqués, qui les rendent vulnérables à l'exploitation et peuvent aggraver les obstacles à leur mouvement.²⁸ Par exemple, les entretiens avec les informateurs clés du MMC en Libye²⁹ au cours du premier semestre 2020 ont indiqué que certains réfugiés et migrants se tournaient vers les Libyens et les passeurs pour obtenir des prêts, qui leur demandent des documents de voyage en garantie. S'ils n'étaient pas en mesure de payer leurs dettes, ces réfugiés et migrants resteraient sans documents clés et seraient bloqués dans le pays, ce qui les exposerait davantage au risque de trafic et d'exploitation.

“ La situation dans le pays a forcé les gens à faire n'importe quoi pour gagner un peu plus, et il y a des filles qui ont commencé à faire du commerce du sexe pendant la pandémie”.

Une Camerounaise de 30 ans interviewée en Tunisie

28 OIM (2020) [COVID-19 impact sur les migrants bloqués](#).

29 MMC (2020) [4Mi snapshot : L'impact de COVID-19 sur la mobilité des réfugiés et des migrants en Libye](#)

4. Impact de COVID-19 sur la dynamique du trafic des migrants

“ En ce qui concerne le trafic d'êtres humains, actuellement avec la fermeture des frontières, les migrants passent par des détours avec les passeurs pour poursuivre leur voyage. ”

Une femme togolaise de 26 ans interviewée au Burkina Faso

Malgré les restrictions de mouvement et la diminution des ressources financières mentionnées plus haut, 55 % des réfugiés et des migrants interrogés par 4Mi en Afrique du Nord et 60 % des personnes interrogées en Afrique de l'Ouest ont déclaré qu'ils n'avaient pas changé leurs projets de migration à la suite de l'épidémie de coronavirus. Certains ont également indiqué qu'ils avaient changé leur itinéraire mais pas leur destination prévue (12 % en Afrique du Nord et 17 % en Afrique de l'Ouest). Cette situation fait des réfugiés et des migrants une proie facile pour les passeurs, comme l'avait prédit l'ONU DC au début de la crise.³⁰ En effet, alors que le trafic de migrants semblait diminuer au début de la crise en avril 2020, en raison de contrôles frontaliers plus stricts et d'une diminution générale des mouvements de population, les passeurs ont, au fil du temps, poursuivi leurs opérations, comme en témoigne l'augmentation des arrivées sur la route ouest-africain vers les îles Canaries et la route de la Méditerranée centrale vers l'Italie, par exemple³¹. En outre, les limites actuelles imposées aux voyages aériens peuvent entraîner une adaptation des activités de trafic des êtres humains aux routes terrestres et maritimes.³²

“ Les routes sont différentes maintenant parce que le nombre de jours pour se rendre au bord de la mer a augmenté, car nous utilisons maintenant différentes villes pour battre les forces de sécurité et autres milices. ”

Un homme de 31 ans du Burkina Faso interviewé en Libye

Les passeurs sont de plus en plus nécessaires mais plus difficiles d'accès

“ Avec cette crise, il est difficile d'atteindre les passeurs car il est interdit de se déplacer vers n'importe quelle destination, et il y a donc une rigueur de la part des autorités frontalières ”

Femme de 30 ans originaire du Soudan, interviewée en Tunisie

L'analyse des données de 4Mi confirme que les services des passeurs sont devenus plus nécessaires, mais aussi plus difficiles d'accès. 27% des réfugiés et des migrants interrogés par 4Mi en Afrique du Nord entre juillet et novembre, et jusqu'à 47% en Afrique de l'Ouest, ont déclaré que le besoin de services de passeurs avait augmenté depuis le début de la pandémie. Le besoin accru de passeurs en Afrique de l'Ouest peut être dû à des difficultés de franchissement des frontières dans des endroits où les citoyens de la CEDEAO pouvaient se déplacer librement avant le COVID : par exemple, en mars, une augmentation du trafic à la frontière entre le Bénin et le Niger a été signalée³³.

“ Actuellement, il est difficile de trouver un bon passeur. Les frontières sont fermées ; vous n'avez pas besoin de prendre des risques pour rien. ”

Un homme de 28 ans, originaire du Togo, interviewé au Burkina Faso

30 UNODC (2020) [Comment les restrictions COVID-19 et les conséquences économiques sont susceptibles d'avoir un impact sur le trafic de migrants et la traite transfrontalière des personnes vers l'Europe et l'Amérique du Nord](#)

31 Europol (2020) [Centre européen pour le trafic illicite de migrants 4erapport annuel](#)

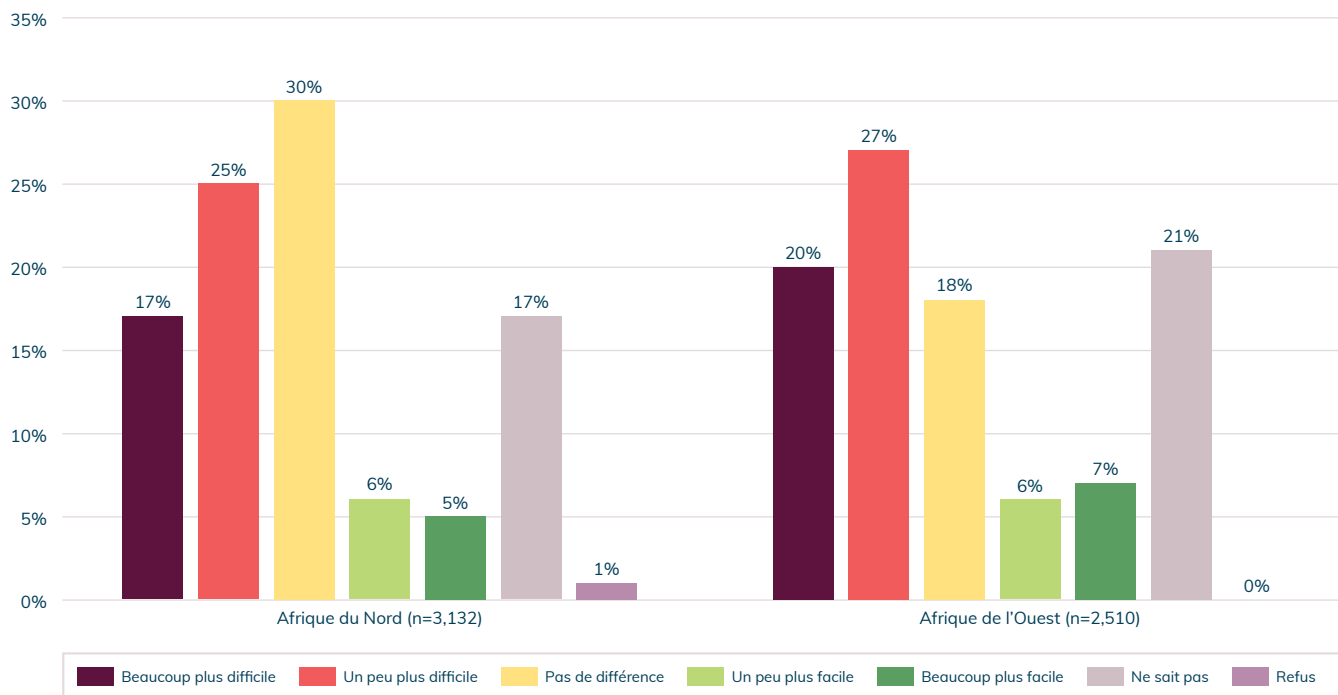
32 Ibid.

33 Bird, L. (2020) [Tirer les leçons de COVID-19 : Implications pour la réponse de l'UE au trafic d'êtres humains](#). Istituto Affari Internazionali

Dans un contexte de besoins croissants, les données de 4Mi indiquent également que l'accès aux passeurs est devenu plus difficile. En Afrique du Nord, 42% des réfugiés et migrants interrogés ont noté que l'accès est devenu beaucoup plus difficile ou un peu plus difficile depuis COVID-19, 30% d'entre eux déclarant qu'il n'y avait pas de différence d'accès. En Afrique de l'Ouest,

47 % des personnes interrogées ont noté que l'accès aux passeurs était devenu beaucoup plus difficile ou un peu plus difficile avec COVID-19, avec seulement 18 % déclarant qu'il n'y avait pas de différence par rapport à avant la pandémie.

Figure 6 : Impact de COVID-19 sur l'accès aux passeurs



“ Tout est comme avant ; seul le franchissement des frontières est très difficile. Il faut payer beaucoup d'argent. Cette crise ne profite qu'aux policiers qui se trouvent aux frontières. ”

Femme de 23 ans, originaire du Liberia, interrogée au Mali

En outre, conformément à la dynamique de réduction de l'offre, d'augmentation de la demande et de trajets plus difficiles, environ la moitié des personnes interrogées en Afrique du Nord (46 %) et en Afrique de l'Ouest (56 %) ont indiqué que les tarifs des passeurs ont augmenté depuis le début de la pandémie COVID-19. Cela pourrait avoir des répercussions supplémentaires sur les difficultés financières des réfugiés et des migrants en transit, ainsi que de ceux qui aspirent à retourner dans leur pays d'origine.

Dépendance accrue à l'égard des passeurs, entraînant des risques plus importants

“ Actuellement, le trafic des migrants a un peu diminué grâce à Covid-19, mais les passeurs trouvent des moyens tortueux de contourner les frontières. Cela présente beaucoup de risques. ”

Femme togolaise de 23 ans interviewée au Burkina Faso

La plupart des réfugiés et des migrants interrogés par 4Mi en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest entre juillet et novembre ont indiqué qu'ils cherchaient à poursuivre leur voyage. Cela entraîne une dépendance accrue vis-à-vis des services des passeurs, ce qui – associé au fait que les passeurs utilisent des routes³⁴ plus dangereux pour contourner les restrictions COVID-19 –

34 MMC (2020) [Mise à jour thématique globale : Impact de COVID-19 sur le trafic de migrants](#)

est susceptible d'accroître la vulnérabilité des réfugiés et des migrants aux risques de protection tout au long du voyage. La réémergence de la route de l'Atlantique entre les côtes d'Afrique de l'Ouest et les îles Canaries en est un bon exemple : entre janvier et la mi-novembre, 40 naufrages ont été signalés, avec 529 personnes³⁵ mortes ou disparues (probablement un sous-dénombrement), ce qui en fait la traversée maritime la plus meurtrière de l'Afrique vers l'Europe.

“ Le trafic est plus dangereux qu’avant et les migrants subissent des violences pendant la journée.”

Une Nigériane de 32 ans interrogée au Mali

35 OIM (2020) [Migration irrégulière vers l'Europe - Afrique de l'Ouest - Route de l'Atlantique](#).

5. Conclusions et voie à suivre

Ce document a étudié l'impact de COVID-19 sur les facteurs et les modèles de migration mixte en Afrique du Nord et de l'Ouest. Il a montré que les dynamiques que nous observons sur le terrain s'alignent fortement avec les théories de niveau macro sur la migration et le développement et avec les théories de niveau micro sur les aspirations et les capacités.

En résumé, depuis le début de la pandémie :

- Les départs en mer des Nord-africains, en particulier des Tunisiens, vers l'Europe, ont augmenté car ils sont confrontés à des difficultés plus importantes qui entravent leurs moyens de subsistance (provoqués par la pandémie et l'instabilité politique) et cherchent des moyens de subsistance à l'étranger.
- Les départs en mer des Africains subsahariens vers l'Europe ont diminué, ce qui suggère que COVID-19 a limité leurs ressources déjà réduites, les rendant incapables de s'engager dans la migration comme stratégie de réduction de risques.
- L'impact à court terme de COVID-19 sur les leviers de la migration et les mouvements transfrontaliers a déjà conduit à une augmentation des aspirations à migrer et une diminution des capacités à le faire. La question de savoir si cela entraînera une mobilité transfrontalière accrue ou un nombre plus importants de migrants potentiels - frustrés et bloqués dans leur pays d'origine - dépendra du contexte national spécifique, de l'impact à moyen et long terme de COVID-19 et des réponses politiques qui en découleront.
- L'immobilité involontaire est un risque majeur pour de nombreux réfugiés et migrants dans les pays de transit et de destination. Les restrictions de mouvement liées au COVID-19 et la crise économique provoquée par la pandémie ont fait que certains ont manqué de ressources et se sont retrouvés bloqués en cours de route.
- D'autres ont trop peur de poursuivre leur voyage, de se déplacer à l'intérieur des pays de destination ou de rentrer chez eux par crainte d'être arrêtés, déportés ou victimes de violences xénophobes en raison de la stigmatisation des personnes en mouvement en tant que vecteurs du virus.
- Les passages de frontières devenant plus difficiles, les personnes en mouvement peuvent être plus dépendantes des passeurs, ce qui les rend vulnérables à l'exploitation et aux abus de protection.

L'avenir

- La poursuite de la crise économique liée à la pandémie et l'instabilité politique ne feront que renforcer les tendances mises en évidence ci-dessus. Les signes de diminution de la transmission de COVID-19 étant peu nombreux en Afrique du Nord et de l'Ouest (qui, en janvier 2021, ont connus des taux d'infection les plus élevés depuis le début de la pandémie) les responsables des politiques migratoires devraient considérer les points suivants :
- Comment pouvons-nous trouver un équilibre, en particulier à moyen et long terme, entre la nécessité de limiter la liberté de mouvement pour contenir la propagation du virus et l'utilisation de la mobilité comme stratégie de résilience, parfois pour mieux faire face aux conséquences mêmes de la pandémie (comme l'impact sur les moyens de subsistance) ?
- Comment pouvons-nous répondre efficacement à une situation d'immobilité involontaire croissante, en particulier dans les pays dits de transit qui deviendraient plutôt des pays de destination ? Les programmes de protection actuels sont-ils suffisants ? Les personnes en situation d'immobilité involontaire ont-elles des besoins ou des préoccupations supplémentaires ?
- Existe-t-il des mécanismes suffisants pour faciliter le retour des migrants qui ne sont pas en mesure de le faire eux-mêmes ? Comment pouvons-nous poursuivre ce travail lors de futurs confinements, et dans le contexte de la situation sanitaire de Covid19 ?
- Comment relever les défis de la xénophobie et des fausses nouvelles (fake news) concernant les réfugiés et les migrants - par exemple en tant que vecteurs du virus - afin d'assurer leur protection ?
- Les réfugiés et les migrants sont-ils considérés comme des personnes vulnérables, sans discrimination ni exclusion liées à leur statut juridique, et peuvent-ils être inclus dans les campagnes de vaccination ?

- Si les réfugiés, les migrants ainsi que les ressortissants nationaux voient leurs moyens de subsistance menacés davantage, comment pouvons-nous les protéger contre l'exploitation de la part des propriétaires et des employeurs ?
- Quelles seront les conséquences de l'importance croissante des passeurs ou de la dépendance à leur égard sur les politiques de lutte contre le trafic des êtres humains ? La dynamique liée au trafic des migrants, va-t-elle changer pour faire face aux obstacles à la mobilité résultant de la pandémie ?

Comme cela a déjà été constaté, les futurs scénarios de migration se dérouleront de manière différente selon les régions. Les tendances ci-dessus sont les principales tendances à suivre et les questions clés à explorer en 2021. Elles seront déterminées par leur contexte, ainsi que par les politiques migratoires et d'autres politiques portant sur l'impact de la crise COVID-19 sur les économies.



Le MMC (Mixed Migration Centre – Centre sur la Migration Mixte) est un réseau mondial composé de six centres régionaux et d'une unité centrale à Genève qui s'occupe de la collecte de données, de la recherche, de l'analyse et de l'élaboration de politiques sur la migration mixte. Le MMC est une source majeure de collecte et diffusion de données, de recherches, d'analyses et d'expertises indépendantes et de haute qualité sur les migrations mixtes. Le MMC vise à : mieux comprendre les migrations mixtes ; avoir un impact positif sur les politiques migratoires mondiales et régionales ; fournir des réponses de protection fondées sur des données pour les personnes en déplacement ; et stimuler une réflexion novatrice dans les débats publics et politiques sur les migrations mixtes. Le MMC met l'accent sur les droits de l'Homme et la protection de toutes les personnes en déplacement.

Le MMC fait partie du Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC) et est régi par celui-ci. Les équipes mondiales et régionales du MMC sont basées à Copenhague, Dakar, Genève, Nairobi, Tunis, Bogota et Bangkok.

Pour plus d'informations, visitez le site :

mixedmigration.org

et suivez-nous sur : @mixedmigration

